

Le "crocodile" Emmerson Mnangagwa investi président du Zimbabwe

Reuters, 24 novembre 2017 Le président Mnangagwa promet de reconstruire le Zimbabwe Emmerson Mnangagwa est devenu vendredi le nouveau président du Zimbabwe, mettant fin à 37 années de règne de Robert Mugabe, contraint à la démission cette semaine après l'intervention de l'armée. [Photo : Emmerson Mnangagwa lors de sa prestation de serment, le 24 novembre 2017 au stade d'Harare.]

Le nouveau chef de l'Etat a prêté serment devant des milliers de personnes enthousiastes rassemblées dans le stade de Harare, la capitale, promettant de maintenir la constitution et de protéger les droits des seize millions de Zimbabweais. Dans un discours d'une demi-heure, il s'est juré de relever l'économie dévastée du pays et de protéger les droits de tous les citoyens, quels que soient leur couleur, leurs croyances, leur religion, leur tribu ou leur affiliation politique, et a tendu un rameau d'olivier à l'opposition. Il a clairement dit que les réformes agraires qui ont conduit à la saisie par l'Etat de milliers de fermes possédées par des Blancs ne seraient pas remises en cause mais a promis d'indemniser tous ceux qui ont été affectés. Le nouveau président s'est également engagé à prendre pour attirer les investissements étrangers dans le pays. Même si la majorité de la population est réjouie du départ de Mugabe, âgé de 93 ans et au pouvoir depuis l'indépendance en 1980, l'arrestation de plusieurs de ses anciens ministres et les mauvais traitements qu'ils ont parfois subis inquiètent les organisations de défense des droits de l'homme. Emmerson Mnangagwa, ancien chef de la sécurité surnommé «Ngwenya», le crocodile en langue shona, a assuré le président que lui et sa famille pouvaient rester en toute sécurité au Zimbabwe. Selon le journal gouvernemental The Herald, Mnangagwa et Mugabe étaient convenus que le président d'achèvement assisterait pas à la cérémonie d'investiture de son successeur, officiellement en raison de sa fatigue. «LE PEUPLE A PARLÉ» La chute de Robert Mugabe a été provoquée par une lutte de succession entre Mnangagwa, 75 ans, et l'épouse du président démissionnaire, Grace Mugabe, de 52 ans. Il y a encore deux semaines, Grace Mugabe semblait devoir l'emporter. Le 6 novembre, Mnangagwa avait été destitué par le président pour «manque de loyauté». Mnangagwa, jusqu'alors l'un des plus fidèles lieutenants de Mugabe, avait fui le pays, craignant pour sa vie. Son départ a provoqué la semaine dernière l'intervention de l'armée, qui s'est déployée dans les rues de Harare et a exigé le départ du président. Ce dernier, abandonné par son propre parti, le ZANU-PF, a fini par accepter de démissionner pour échapper à une procédure de destitution. A son retour, Mnangagwa s'est adressé mercredi soir à une foule en liesse à Harare et a promis «une nouvelle démocratie». «Le peuple est la voix de Dieu», a-t-il lancé. «Aujourd'hui nous assistons au début d'une démocratie nouvelle», a-t-il ajouté tout en saluant le rôle joué par l'armée de manière pacifique dans ce processus de transition politique. Lors de son discours d'investiture, il a répété vendredi que «c'est la voix du peuple». «C'est la voix de Dieu». Pourtant, selon des informations, tout ne se serait pas passé de façon aussi sereine pour les hommes politiques restés fidèles à Mugabe et à sa femme, regroupés au sein d'un mouvement politique appelé le G40. L'ancien ministre des Finances Ignatius Chombo, qui avait été arrêté par les militaires, a admis vendredi à l'hôpital après des mauvais traitements subis de sa détention, a déclaré son avocat, Lovemore Madhuku, qui a dénoncé la «brutalité» de ses gardiens. INTI Ces dernières vingt-quatre heures, selon des groupes de défense des droits de l'homme, des proches d'anciens ministres pro-Mugabe ont également été victimes de tentatives d'intimidation. Robert Mugabe s'est vu garantir l'immunité en échange de son départ. Il a également reçu l'assurance, dans le cadre de cet accord, que sa sécurité serait garantie au Zimbabwe. Des partisans du nouveau président ont réclamé des sanctions contre Grace Mugabe et le G40. Mercredi Mnangagwa a appelé les Zimbabweais à refuser la vengeance. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) qui regroupe seize pays, s'est dite prête à travailler avec le nouveau président zimbabwais et son gouvernement. Le principal mouvement d'opposition, le MDC (Mouvement pour le changement démocratique), a demandé jeudi le démantèlement de l'appareil de répression mis en place par Mugabe. Le MDC se dit «un peu prudent» sur l'avenir avec Mnangagwa, et espère que ce dernier «ne reproduira pas le régime néfaste, corrompu, et incompétent de Mugabe». Pour ses détracteurs, Robert Mugabe a mis à genoux l'économie de son pays, jadis deuxième puissance d'Afrique australe, et s'est comporté en despote prêt à tout pour se maintenir au pouvoir. Ainsi, en milieu des années 1980, une rébellion dans la province du Matabeleland a été réprimée dans le sang. Robert Mugabe en profite pour s'en prendre directement à son ancien allié de la lutte révolutionnaire Joshua Nkomo. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, la répression a fait 20.000 morts, en majorité des membres de la tribu Ndebele de Joshua Nkomo. Par Emelia Sithole-Matarise Avec Ed Cropley à Johannesburg; Guy Kerivel pour le service français

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});